

Arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
n° 2005-385/GNC du 24 février 2005
relatif à la réalisation d'un cinquième programme d'électrification rurale

Historique :

Créé par : Arrêté n° 2005-385/GNC du 24 février 2005 relatif à la réalisation
d'un cinquième programme d'électrification rurale

JONC du 1er mars 2005
page 1122

Article 1

Il est institué un plan quinquennal d'électrification rurale de la Nouvelle-Calédonie sur la période 2005–2009.

Ce plan d'un montant indicatif de 3 300 millions de francs CFP soit 660 millions de francs CFP par an, a pour objectif de desservir 1200 foyers domestiques et installations à caractère économique.

Article 2

L'enveloppe annuelle est affectée au subventionnement d'opérations de desserte par le réseau public de distribution et de générateurs de source énergies renouvelables entrant également dans le cadre d'ouvrages exploités, entretenus et renouvelés par les sociétés concessionnaires de la distribution publique d'énergie électrique.

Article 3

La répartition pour chaque activité du montant du programme annuel est donnée dans le tableau ci-après :

| Activité | Années de plan | | | | |
|-------------------------------|----------------|--------|--------|--------|--------|
| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Energie renouvelable | 150 MF | 150 MF | 150 MF | 150 MF | 150 MF |
| Réseau public de distribution | 510 MF | 510 MF | 510 MF | 510 MF | 510 MF |
| TOTAL : | 660 MF | 660 MF | 660 MF | 660 MF | 660 MF |

Article 4

L'enveloppe annuelle de 660 MF CFP est répartie comme suit :

- Province Sud : 28 % soit 184,8 MF CFP
- Province Nord : 67 % soit 442,2 MF CFP
- Province des îles Loyauté : 5 % soit 33,0 MF CFP

Article 5

Les projets proposés par les communes et groupements de communes et retenus par le comité de gestion du fonds d'électrification rurale sont conduits sous la maîtrise d'ouvrage des communes ou des groupements de communes. Ils permettent de desservir des foyers d'habitats et d'activité professionnelle.

Article 6

Pour la desserte des foyers d'habitat et des installations d'intérêt économique, le montant des opérations d'extension du réseau public, ne sera subventionné que dans la limite de 6,5 millions de francs CFP par foyer ou installation.

Au-delà du seuil de 6,5 millions de francs CFP (référence extension du réseau filaire), le fonds pourra subventionner des opérations d'électrification à partir de générateurs autonomes à usages individuels ou collectifs.

Les montants précités s'entendent y compris la participation contractuelle prévue dans les cahiers des charges des concessions de distribution.

Le comité de gestion du fonds définira en liaison avec les sociétés concessionnaires de la distribution d'énergie électrique, les caractéristiques techniques des générateurs ainsi que le montant de la subvention allouée qui pourra couvrir intégralement l'opération (générateurs, équipements, réseau de distribution, etc.).

Article 7

Les remboursements d'annuités d'emprunts ou les versements de subventions pour la prise en charge directe des opérations, feront l'objet de conventions particulières avec les communes ou groupements de communes.

Article 8

Le présent arrêté sera transmis au haut-commissaire de la République et publié au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie.